

AKTUELL

ÉTAT D'URGENCE

Malgré eux

David Angel

Malgré les mises en gardes, le parlement a donné son aval, ce jeudi, à la réforme de l'article constitutionnel sur l'état d'urgence.

Elle aura fait couler beaucoup d'encre, la réforme de l'article 32.4 de la Constitution qui permet au gouvernement de déclencher l'« état de crise ». De la Ligue des droits de l'homme au Conseil d'État, de l'ADR à Déi Lénk - en passant par le woxx -, nombreux auront été ceux qui ont

comme en France, où l'état d'urgence a été renouvelé à cinq reprises, à en croire Bodry.

Léon Gloden, député du CSV, a rappelé que c'est son parti qui, le 20 novembre 2015, tout pile une semaine après les attentats de Paris, a tendu la main à ceux de la majorité afin d'accélérer la réforme de l'article en question, forçant ainsi la main au gouvernement. Il a notamment souligné que la commission parlementaire a changé la proposition de révision à plusieurs reprises suite aux différents avis critiques. Ainsi, la notion d'« ordre public », fortement mise en cause par les détracteurs de la réforme, a été remplacée par celle de « sécurité publique », plus concise.

Assez de garde-fous ?

Simone Beissel, DP, a elle souligné que le nouveau texte serait plus restrictif que l'ancien. C'est donc « sans réserves » qu'elle a donné l'aval de sa fraction. Tout comme Claude Adam (Déi Gréng), qui a toutefois relevé que, mis devant le choix entre liberté et sécurité, il opterait pour la liberté. Il s'est dit satisfait, lui aussi, des garde-fous imposés par le nouveau texte. « J'ai l'impression que nous avons fait un bon boulot dans la commission », a-t-il conclu.

Roy Reding de l'ADR n'était pas tout à fait d'accord. Pour lui, contrairement à ce que prônent les partis de la majorité, il y aurait lieu de muscler le droit commun plutôt que de mettre en place un état d'urgence. Il a demandé à Alex Bodry quels genres de règlements pourraient être décidés par le gouvernement dans le cadre de l'« état de crise ». Ce à quoi Bodry a répondu en citant notamment l'autorisation des fouilles corporelles ou de voitures indépendamment de toute suspicion.

« Cette révision constitutionnelle est ce qui restera de cette coalition dans les livres d'histoire », a quant à lui attaqué Marc Baum (Déi Lénk). La dénomination d'« état de crise » retenue dans la proposition de révision au lieu d'« état d'urgence » serait un euphémisme, a-t-il critiqué. « Je ne crois pas à la prudence du gouvernement ou du parlement dans le cas d'un attentat au Luxembourg par exemple », a-t-il mis en garde.

La révision de l'article 32.4 de la Constitution a été adoptée avec les voix de la majorité et du CSV.



jugé le nouvel article 32.4 antidémocratique, dangereux pour les libertés fondamentales ou tout simplement superflu.

À défaut d'accord sur la grande réforme constitutionnelle, que le CSV a enterrée plutôt qu'entérinée cette semaine, l'alliance tactique entre la coalition et le CSV aura donc au moins permis de mener cette minireforme constitutionnelle.

L'ancien article 32.4, introduit en 2004, a été utilisé à deux reprises dans le cadre de la crise financière, a relevé Alex Bodry, le rapporteur du projet de révision constitutionnelle, lors du débat à la Chambre. Il a pris le soin d'énumérer certains des arguments des adversaires de la réforme, avant d'expliquer comment la commission parlementaire chargée de ce dossier a essayé de prendre en compte ces critiques.

« Pour la définition de l'urgence dans l'article proposé, une attitude très restrictive a primé », a-t-il détaillé, entre autres. Ainsi, au plus tard dix jours après la mise en place de l'état d'urgence, le parlement doit voter à la majorité qualifiée une loi pour en autoriser la prolongation - prolongation cependant limitée à trois mois. Pour éviter une situation

SHORT NEWS

Juncker et la commission Pana : un air de déjà-vu

(lc) - C'était un « showdown » annoncé : le passage du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker devant la commission d'enquête Pana. Et ses adversaires étaient bien préparés, surtout les Verts qui avaient publié une étude au préalable sur les décisions de Juncker lorsqu'il était encore ministre des Finances et premier ministre luxembourgeois - un papier qui n'était en fait que du réchauffé pour ceux qui connaissent le dossier. Et comme pour y répondre Juncker n'a lui aussi pas dit grand-chose de nouveau... Frappé d'amnésie depuis qu'il bosse à Bruxelles, il a prétendu ne pas se souvenir de certains détails concernant les pressions supposément exercées par le Luxembourg contre l'abandon du secret bancaire. Ou il a fait l'ignorant, comme dans le passage - une vraie perle - où il a soutenu qu'un ministre des Finances ne pouvait pas savoir si oui ou non des millions d'euros circulaient vers le Panama à travers son pays. Par contre, il a su marquer des points en mettant en avant que c'était sous sa commission que la justice fiscale avait le plus avancé ces dernières décennies.

Entwicklungspolitisches Migrationsmanagement

(dw) - Das Europaparlament sprach sich am gestrigen Donnerstag mehrheitlich für die zuvor mit den EU-Mitgliedstaaten ausgehandelten neuen Leitlinien der europäischen Entwicklungspolitik aus (siehe auch woxx 1425). Am Vormittag hatte eine Koalition aus Liberalen, Grünen und der Fraktion der Linken ihre Kritik an dem Grundsatzpapier mit dem Titel „europäischer Konsens zur Entwicklungspolitik“ in einer Pressekonferenz zum Ausdruck gebracht. Der Text stelle einen Paradigmenwechsel in der europäischen Entwicklungspolitik dar, es gehe nun um Fluchtabwehr und Migrationsmanagement, sagte die deutsche Grüne Maria Heubuch. Immerhin habe das Parlament die Einfügung negativer Anreize, wie etwa einer Kürzung der Entwicklungshilfe in Fällen, in denen die Partnerländer nicht kooperieren, verhindert, hält Norbert Heuser (SPD), einer der Verhandlungsführer des Parlaments dagegen. Migration sei nur ein Punkt unter vielen, an anderen Stellen sei der Text durchaus fortschrittlich. Der Luxemburger DP-Europa-Abgeordnete Charel Goerens gehört ebenfalls zu den Kritikern. Auch wenn die Mehrheit diesem Text nicht zustimmt, werde er dafür sorgen, dass die Kritik auch in der Europäischen Kommission ankommt, so Goerens, der in seiner Fraktion dafür warb, sich beim Votum über das Leitlinienpapier zu enthalten. Zu seinen Unterstützern gehört auch der ehemalige Entwicklungskommissar Louis Michel.

woxx@home

Alternativ und digital

1988 wurde der Gréngespoun gegründet - als Mittel, alternative politische und zivilgesellschaftliche Informationen zu verbreiten, die vom Mainstream totgeschwiegen wurden. Wie sehr das World Wide Web die Welt verändern würde, konnten wir nicht mal ahnen - es wurde erst ein Jahr später erfunden. Anfang der 2000er Jahre taufte wir uns um in woxx. Zu dem Zeitpunkt hatte der Mainstream sich für Akteure wie die grüne Partei und den Mouvement écologique geöffnet. Kein Problem für die mittlerweile professionalisierte woxx, die neben Information auch gut geschriebene Hintergrundartikel liefern konnte. Als eine der ersten Zeitungen in Luxemburg waren wir damals auch schon online, um ein breiteres Publikum zu erreichen. Heute brauchen die alternativen Akteure weder uns noch den Mainstream, um mit der Bevölkerung und untereinander zu kommunizieren. Im Web 2.0 laufen News, Kommentare, Analysen und Debatten zusammen, genau wie geschriebenes Wort, Ton, Bild und Film. Der professionelle Journalismus der woxx hat dabei immer noch eine Rolle zu spielen. Welche, und wie sie finanziert werden kann, darüber zerbrechen wir uns gerade den Kopf. Demnächst mehr dazu.